

Lundi 3 Septembre 2012 - 17h35
Jeudi 30 Août 2012

CANAL SEINE-NORD Bouygues lance une bombe

Le groupe Bouygues Construction a annoncé hier qu'il stoppe ses études préalables sur le projet Seine-Nord Europe. Si le dossier n'est pas enterré, il est apparemment mal en point.

L'annonce a fait l'effet d'une bombe: hier, au cours d'une conférence de presse consacrée aux résultats semestriels du groupe, Yves Gabriel, le PDG de Bouygues construction a annoncé «une suspension de l'opération Seine-Nord».



Rappelons que le groupe Bouygues construction est, avec le groupement Vinci-Eiffage, l'un des deux opérateurs retenus dans le cadre du dialogue compétitif. Une procédure qui doit permettre à l'État et à VNF (Voies navigables de France) de choisir, d'ici la fin de l'année, le futur opérateur qui interviendra à la fois sur la construction, puis l'exploitation du futur canal à grand gabarit Seine-Nord Europe.

Selon Yves Gabriel, le groupe Bouygues, tout comme le groupement concurrent, n'aurait pas reçu de Voies Navigables de France, le maître d'ouvrage, «les règles du jeu pour l'offre suivante du dialogue compétitif».

Ce qui démontrerait à son sens la volonté du gouvernement de pas réaliser cet ouvrage en raison de l'état des finances publiques.

À la fin du mois de février, le même patron de Bouygues construction avait déjà émis des craintes concernant un renchérissement du coût du crédit, source de difficultés pour le financement des PPP, partenariats public-privé, modèle retenu pour l'aménagement de ce canal.

Plus que la nouvelle du «retrait» de Bouygues, c'est la manière dont elle intervient, avec une mise en cause directe de VNF (voir ci-contre) et de l'État, qui a surpris hier : «C'est curieux, pendant toute la campagne présidentielle, on n'a pas entendu le groupe Bouygues s'exprimer sur le sujet, alors que d'autres pointaient déjà du doigt un certain nombre d'aspects de ce dossier, rappelle Claude Gewerc, président (PS) du conseil régional de Picardie. Bouygues disposait pourtant des mêmes données».

Quel sens faut-il donner au terme «suspendu» utilisé hier par Bouygues? S'agit-il de faire monter les enchères pour obtenir de l'État une participation supérieure à celle prévue dans le schéma originel? S'agit-il plus simplement d'obtenir une clarification de la position de l'État?

Contacté, le groupe n'a pas souhaité s'étendre sur le sujet.

Unique certitude, ce coup de tonnerre survient dans un ciel de moins en moins serein. Ces derniers mois, de nombreuses interrogations sont apparues sur la faisabilité de ce projet jugé pharaonique par certains, dans un contexte d'argent public devenu rare.

Les Verts tout d'abord, ont officiellement pris position contre. Récemment, c'est le ministre des transports, Frédéric Cuvillier qui s'interrogeait sur le coût réel «*manifestement sous-évalué*», évoquant les incertitudes sur la capacité du partenaire privé à réunir les financements. Reprenant ainsi tout haut ce que beaucoup d'acteurs du dossier, y compris à Bercy et à Matignon, disaient tout bas.

L'annonce de Bouygues hier, si elle ne signifie pas la fin du projet, marque néanmoins un tournant. Pour la première fois, un acteur majeur du dossier laisse entendre que le projet pourrait ne pas voir le jour. Un sacré pavé dans le canal.

PHILIPPE FLUCKIGER

Tags :

[Canal seine-Nord infrastructures Picardie](#)


Recommander cet article sur Facebook :

Recommander


33 personnes recommandent ça. Soyez le premier parmi vos amis.

Recommander cet article sur Google :


0




La Primo Accession
Prêts, aides, nouvelles lois ... Les infos pour votre projet. Téléchargez le guide Gratuit
» **Cliquez ici**



Employé ou employeur ?
Pourquoi tout le monde se met au trading du forex? Lisez les témoignages de l'équipe Forexyard
» **Cliquez ici**



Parrainez une fille
Pour changer durablement son monde, agissez avec PLAN en investissant dans son avenir
» **Cliquez ici**

Publicité  Ligatus

[Page précédente](#)

[Page suivante](#)

- [1](#)
- [2](#)